

Une manière alternative de reprendre pied dans le débat local

Christian Legrève,
animateur,
responsable du
service Education
permanente de la
Fédération des
maisons médicales.

.....

Extrait du manifeste Vega (Vert et Gauche) : nous pensons que la première chose à faire est d'inventer des manières de reprendre pied dans le débat, des pratiques permettant à tout le monde d'être pleinement citoyenne ou citoyen. Nous pensons qu'il n'existe pas de politique à gauche sans éducation populaire.

Nous pensons que, dans cette tentative de reprendre pied, l'échelon local est le premier qui doit être abordé. Nous pensons que la commune peut être un lieu privilégié de construction d'alternatives concrètes ».

.....

1. Extraits des statuts.
2. Présentation sur le site de la coopérative <http://vega.coop>

Mots clefs : participation, pouvoirs locaux, éducation populaire.

Nous sommes dans les locaux de l'université de Liège, un soir de février. Ce ne sont pourtant pas des étudiants qui sont là. Ce n'est pas un cours.

Une quarantaine de personnes garnissent les travées d'un petit auditoire vieillot. Une certaine fébrilité est perceptible, au-delà de l'accueil chaleureux. On s'embrasse, on s'installe, on va de l'un à l'autre, on relit des documents. On distribue d'autres textes. Untel remet un bulletin de vote aux membres en ordre de cotisation.

C'est l'assemblée générale de Vega, coopérative Vert et Gauche. Ce n'est pas une coopérative au sens juridique du terme, ni une asbl, d'ailleurs. C'est une association de fait qui utilise le terme de coopérative pour indiquer son mode de fonctionnement.

Pourtant, si c'est une association de fait, il y a une assemblée générale, un comité de coordination, et des statuts. C'est la première assemblée générale depuis la constituante, un mois auparavant, neuf mois jour pour jour avant la date des élections communales.

Est-il possible aux citoyens de se réapproprier la politique locale ?

C'est que le projet de Vega, c'est de « construire un programme politique en vue des élections communales d'octobre 2012 et de le promouvoir dans la sphère de la politique institutionnelle comme en dehors¹ ». Dynamiser le débat citoyen à l'occasion du scrutin local. Donner aux citoyens l'occasion de s'approprier les thématiques communales. « Notre coopérative est politique car nous réclamons le droit populaire à s'approprier le champ politique. La politique comprise comme l'art de définir les choix de société et les règles de vie en commun est une activité noble. Nous voulons ouvrir l'espace de la politique au plus grand nombre² ». La tentative de Vega rejoint donc la base des hypothèses de notre cahier : est-il possible aux citoyens de se réapproprier la politique locale ? Est-il possible de mener une



action politique locale qui alimente le travail des élus, sans s'enfermer dans les carcans des partis et des enjeux électoraux ? Nous avons suivi l'expérience de Vega pour voir si c'est possible !

Les premières manifestations publiques datent de l'automne 2011. Avant cela, un groupe de base s'est réuni quelques fois pour élaborer la proposition. Ce groupe était constitué de militants associatifs, d'activistes dans divers domaines. Au moment de la constituante, Vega rassemblait 160 personnes, dont une bonne part sont sympathisants, mais non membres.

La question du dépôt d'une liste est évidemment présente depuis le début³. Vega le présente comme une éventualité. Le calendrier prévoit explicitement un vote sur cette question au printemps.

Nous écrivons donc à un moment où la décision n'est pas prise. Et ce moment nous intéresse, parce qu'il laisse toute la place à la contradiction. L'ordre du jour de l'assemblée générale de ce 16 février comporte, notamment, deux points qui vont retenir notre attention : l'adoption de procédures pour la publication de communiqués, et l'adoption du manifeste.

Vega a déjà publié l'un ou l'autre communiqué sur des thèmes communaux : urbanisme, mobilité... mais le comité de coordination qui est mis en place souhaite proposer à l'assemblée une procédure transparente pour que l'ensemble des membres puissent s'appropriier ces prises de position. Avant le vote, certaines interventions vont dans le sens de propositions pour que chaque membre puisse amender et/ou valider un communiqué avant sa publication (invitation à participer à la rédaction, échanges électroniques, publication préalable en interne ...). D'autres, au contraire, plaident pour un fonctionnement beaucoup plus efficient qui légitime le travail des personnes jugées les plus capables de rédiger des textes dans lesquels l'assemblée pourra se reconnaître. Un membre du comité de coordination résume d'ailleurs l'enjeu en posant comme évidente la nécessité de réagir vite dans les médias



lors d'un événement. L'assemblée adoptera finalement la proposition qui consiste à confier au comité la validation des communiqués.

Vient ensuite le plus gros point de l'ordre du jour : l'adoption du manifeste. La coopérative dispose d'un texte qui présente les grandes lignes de l'orientation politique de la coopérative. On y trouve des formulations réellement éclairantes et novatrices (voir encadré). Il est jugé globalement comme très satisfaisant, mais il n'a pas été adopté formellement par l'assemblée.

L'invitation proposait de déposer des amendements par voie électronique. 42 amendements ont été proposés, la plupart par les deux mêmes membres. L'ordre du jour prévoyait un vote rapide, éventuellement précédé par l'une ou l'autre argumentation. Mais très vite, on se rend compte que, si les amendements ne contredisent pas le fond du texte, et même si plusieurs intervenants expriment leur adhésion

3. Le conseil communal de Liège compte 49 membres : 1 FN, 6 écolo, 7 Cdh, 15 MR et 20 PS. La majorité actuelle est une coalition PS-Cdh. Le collège compte 9 échevins en plus du bourgmestre et du président du CPAS, socialistes. Les perspectives pour les prochaines élections sont extrêmement ouvertes. La majorité actuelle n'est d'ailleurs pas historique. Liège a été la première ville à compter écolo dans sa majorité (1983/1988), et le MR affiche son souhait de faire partie de la future majorité.

Projet de manifeste de VEGA

(Extraits. Le manifeste définitif est consultable sur le site)

[] Nous voyons s'amplifier la dissonance entre fuite en avant productiviste et réalité de la biosphère. Nous voyons des concepts épuisés mais pourtant ressassés à l'infini. Nous voyons se succéder les analyses d'une « crise » qui échouent à nous aider à comprendre ce qui est en jeu. Nous voyons trop souvent des élus et des élues largement dépassés par ces enjeux, incapables ou non désireux d'opposer une quelconque forme de résistance – ne serait-ce qu'intellectuelle – à la déferlante autoritaire néo-libérale. Nous voyons ce corps politique si souvent confondre ce qu'il peut et ce qu'il veut ; ne plus désirer que le peu qu'il est prêt à atteindre. Nous voyons une accélération de nos vies qui ne laisse plus le temps de réfléchir. Nous voyons que cette accélération fragilise nos existences et complique, dans sa réalisation mais aussi dans sa conception, tout projet d'autonomie individuelle. []

Nous pensons que domine un conflit entre des classes sociales aux intérêts divergents, qu'il n'y a pas d'acquis mais des conquêtes qui toujours ont été le fruit du rapport de force et de la volonté populaire relayée par des outils collectifs (syndicats, partis, coopératives, associations, presse d'opinion,...). Nous pensons que la politique elle-même – c'est-à-dire l'idée que l'organisation collective est la voie d'une société plus juste – est menacée, parce qu'elle est devenue terriblement improbable et incertaine aux yeux de bon nombre de nos concitoyens. Instiller le renoncement dans les esprits, faire croire que la politique menée est la seule possible, c'est-à-dire tuer la politique, voilà la plus grande victoire des oligarques. Nous pensons au contraire que l'idée politique doit être sauvée – et pour cela réinventée. Nous pensons que la politique ne se réduit pas à la politique dans les institutions. Que la politique se fait d'abord dans la vie de tous les jours, dans les mouvements sociaux, qu'elle n'existe pas sans une société civile active et critique. Nous pensons cependant que la politique électorale reste légitime et indispensable, et qu'en conséquence chacun d'entre nous a le devoir et devrait avoir les moyens d'y consacrer un peu de son temps. Nous pensons cependant qu'elle n'est pas suffisante à l'organisation de la vie en commun. []

Nous pensons que la première chose à faire est d'inventer des manières de reprendre pied dans le débat, des pratiques permettant à tout le monde d'être pleinement citoyenne ou citoyen. Nous pensons qu'il n'existe pas de politique à gauche sans éducation populaire. Qu'il nous faut dans le même temps nous rassembler pour dire notre refus intransigeant du monde tel qu'il va et pour produire de l'intelligence collective. Nous pensons que, dans cette tentative de reprendre pied, l'échelon local est le premier qui doit être abordé. Nous pensons que la commune peut être un lieu privilégié de construction d'alternatives concrètes. []

Il y a urgence à faire une politique qui réponde aux besoins des « 99 % ». De l'enseignement à l'action sociale, en passant par l'aménagement des espaces publics, le logement ou la culture, la ville est un acteur essentiel pour lutter contre les inégalités et proposer une politique qui assume les valeurs de la gauche. Dans toutes ces matières, nous voulons défendre un droit à la ville effectif et ambitieux, c'est-à-dire l'autogestion collective de la ville par ses habitants, en accordant une primauté au droit d'usage sur le droit de propriété. En créant Vega, coopérative Rouge et Verte, nous voulons retrouver la possibilité de « faire prise ».

Ce texte est notamment inspiré des auteurs suivants : Christian Arnsperger, Jacques Généreux, André Gorz, Marcela Iacub, Naomi Klein, Pierre Larrourou, Serge Latouche, Henri Lefebvre, Frédéric Lordon, Jean-Luc Mélenchon, Hartmut Rosa, Richard Sennett, Richard Stallman, Isabelle Stengers, Emmanuel Todd.



au texte tel qu'il est, les échanges sont souvent l'occasion de véritables débats idéologiques ou stratégiques. Et l'assemblée est assez vite prise dans la contradiction entre la nécessité de mener ces débats jusqu'au bout, puisque c'est justement l'objectif de la coopérative, et celle d'adopter démocratiquement un texte aussi fondamental. D'autant que, bien sûr, la parole est assez mal répartie et que tout le monde ne parvient pas toujours à se faire comprendre dans un tel cadre. On s'agite sur les bancs. La tension monte.

Ça n'empêche pas un vrai débat politique. C'est plutôt en arrière-plan qu'il y a une insatisfaction. Comme si on touchait du doigt la difficulté de mener, en même temps, la construction commune d'une pensée politique, d'un discours politique, et d'une action politique.

Après quelques votes un peu chaotiques, il est proposé puis décidé, assez logiquement, de confier à un groupe de travail ouvert la rédaction d'un texte définitif à adopter en bloc lors de la prochaine assemblée générale.

Débat citoyen ou prise de pouvoir ?

Les débats lors de cette soirée montrent bien que Vega, à partir de finalités partagées, rassemble des gens autour de deux axes stratégiques différents. Les uns sont là pour construire une force politique qui peut agir dans le cadre du pouvoir communal, soit au travers des autres partis, soit en déposant une liste alternative. D'autres semblent attachés avant tout à la mise en œuvre d'un lieu de débat citoyen. La référence à l'éducation populaire dans le manifeste est significative.

Ces deux positions sous-tendent des attentes en partie divergentes, sur le plan de la temporalité et des moyens. Les uns ont les yeux rivés sur le calendrier électoral, l'efficacité démocratique, et la nécessité de faire entendre dans les médias une voix spécifique, représentative d'un groupe. Les autres sont soucieux d'utiliser l'opportunité électorale pour apprendre avec les gens, dans

le long terme, à faire de la politique. Faut-il admettre que cette contradiction est indépassable dans les organisations ? Avec cette question, on est peut-être au cœur des interrogations de ce cahier de *Santé conjuguee*. On aimerait, en tous cas, pouvoir continuer à la saisir dans toute sa complexité, sans devoir couper en deux les forces de progrès en fonction de deux voies stratégiques qui, examinées à distance, semblent complémentaires.

À une autre époque, écolo a été également traversé par cette contradiction, probablement non résolue, d'ailleurs, entre logiques de mouvement et de parti. On peut donc penser que cette tension est inhérente aux tentatives de sortir des logiques des partis traditionnels.

Il faut d'ailleurs évoquer les relations un peu tendues, bien sûr, entre la locale liégeoise d'écolo et Vega. Au-delà de l'anecdote, disons que la présence dans la coopérative de personnalités fortes, assez visibles et déjà actives par le passé sur le terrain liégeois entretient, à l'intérieur et à l'extérieur, une suspicion sur les visées de Vega. L'un a été président de la Fédération des étudiants francophones, l'autre était porte-parole du Parti communiste. D'autres encore sont d'anciens conseillers communaux. La bonne foi de ces personnes ne peut être mise en doute. Mais la difficulté, pour eux et pour les autres, dans et hors de Vega, de dépasser cette identité en l'intégrant dans une expérience comme celle-ci est un autre symptôme de la maladie du politique.

Le malaise est également sensible avec les autres petites formations, qui boycottent l'initiative. Il faut signaler qu'aucune n'a de siège au conseil⁴. L'accusation de division de la gauche est évidemment largement reprise.

Quand vous lirez ces lignes, on saura comment la coopérative a tranché. Peu importe, pour notre propos, et peu importe l'issue sur le terrain électoral. Quelle que soit l'issue, l'observation en temps réel de cette étape précise de la tentative de construction d'un mouvement politique révèle toute l'importance de cette contradiction et de la nécessité de la garder vivante. ●

4. *Le FN mis à part !*